



LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2023

Isee - leom

La croissance s'essouffle en 2023 avant de s'effondrer en 2024

En 2023, la croissance poursuit sur la bonne lancée de 2022 avant de ralentir en cours d'année. Le **produit intérieur brut** augmente de 2,8 % à prix constants, après +3,5 % en 2022. La dégradation du marché du nickel ampute la reprise d'activité post-Covid et la baisse des cours conduit à une diminution du PIB nominal : son estimation s'élève à 1 078 milliards de F.CFP. Le PIB par habitant diminue dans les mêmes proportions (-1,3 %). L'année 2024 est marquée par les émeutes débutées au mois de mai, qui ont significativement atteint le tissu économique et amplifié les incertitudes. Les premiers éléments disponibles conduisent à une estimation de perte de PIB comprise entre 10 et 15 % sur l'année 2024.

2023 : la reprise s'essouffle de mois en mois

En 2023, les difficultés de l'industrie métallurgique et la persistance des incertitudes institutionnelles ont contribué à créer un environnement moins favorable. L'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie et repasse sous sa moyenne de longue période en fin d'année. L'emploi privé a continué de progresser mais à un rythme moins soutenu qu'en 2022.

La **consommation des ménages** s'essouffle et ne progresse que de 0,4 % en volume (contre +2,6 % en 2022), en dépit du net ralentissement de l'**inflation**. Le commerce extérieur est le principal contributeur à la croissance réelle puisqu'en volume les exportations s'accroissent tandis que les importations diminuent (respectivement +8,7 % et -2,4 %). Cependant, en valeur, c'est-à-dire après prise en compte des effets prix défavorables sur le marché du nickel, le déficit commercial se creuse. L'**investissement** se contracte (-3,6 % en volume) dans un contexte plus incertain avec un environnement de taux d'intérêt plus élevés.

L'année 2023 est caractérisée par un net ralentissement de la dynamique inflationniste en Nouvelle-Calédonie : l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC) progresse en moyenne de 1,7 % sur l'année 2023 (contre 3,7 % en 2022). En termes de prix, le secteur du nickel a bénéficié de la baisse des cours du pétrole et de la houille pour ses coûts mais d'une baisse particulièrement marquée de ses prix de vente.

Croissance réelle (%)

	2021e	2022e	2023e
PIB en volume	-2,1	3,5	2,8
Consommation finale	1,2	2,0	0,3
Formation brute de capital fixe	-1,5	7,3	-3,6
Exportations	-19,5	16,8	8,7
Importations	-2,0	8,1	-2,4

e : estimé

Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Unité : %

Évolution du PIB et PIB par habitant

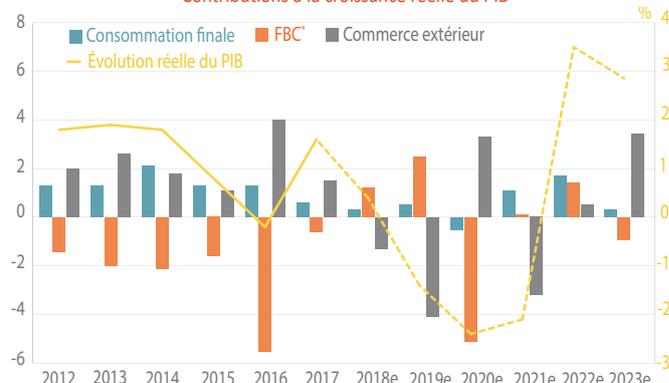
	2017b	2023e
PIB (milliards de F.CFP)	969	1 078
PIB/hab. (millions de F.CFP)	3,6	4,0

b : base - e : estimé

Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

Le commerce extérieur porte la croissance... hors effets prix

Contributions à la croissance réelle du PIB



* La formation brute de capital est la somme de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks.

Sources : Isee, Cerom

AVERTISSEMENT : Les comptes rapides, une première estimation de la croissance

Ce document présente le compte économique de la Nouvelle-Calédonie estimé à l'aide d'un modèle macro-économique. Celui-ci est projeté à partir des comptes définitifs 2017 en fonction des données disponibles pour l'année 2023. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif et ces résultats seront amenés à être révisés au fur et à mesure de l'obtention de nouvelles données.

L'emploi salarié privé à un niveau record avant d'amorcer un retournement significatif

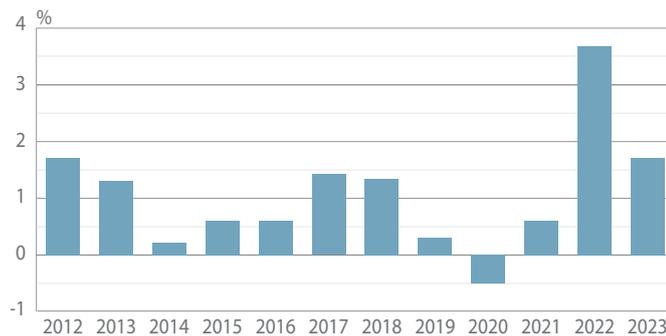
En 2023, l'effectif de l'emploi salarié privé a continué de progresser pour franchir pour la première fois la barre des 68 000 emplois. Ainsi, 68 190 salariés sont déclarés en moyenne par les employeurs du secteur privé auprès de la Cafat en 2023, soit une augmentation de 1,2 % par rapport à 2022. L'agriculture est le seul secteur qui voit ses effectifs significativement reculer (-5,1 %). Les services affichent la plus forte création nette d'emplois (+606, soit +1,8 %). La construction (168 emplois supplémentaires, soit +2,8 %) et l'industrie (+156 salariés, soit +1,0 %), continuent également de créer de l'emploi. Toutefois, cette dynamique s'érode au fil de l'année. Le nombre d'emplois salariés diminue en fin d'année et marque le début d'un retournement de situation profond sur le marché de l'emploi. De même, la proportion de salariés cumulant plusieurs emplois augmente à nouveau (+2,8 % en 2023, après +5,6 % en 2022) et semble confirmer une forme de précarisation déjà observée l'année précédente.

La consommation des ménages progresse très légèrement

L'année 2023 est marquée en Nouvelle-Calédonie par une normalisation progressive de l'évolution des prix à la consommation. Si l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse en moyenne de 1,7 % sur l'année, les hausses demeurent particulièrement élevées pour l'alimentation (+4,8 %) et dans une moindre mesure pour les services (+1,8 %). En revanche, les prix de l'énergie et des produits manufacturés reculent (-1,3 % et -1,0 % respectivement). Les dispositifs de modération tarifaire sur certains produits mis en place en 2022, ont ainsi été progressivement arrêtés au cours de l'année 2023.

L'inflation est inférieure à 2 % en 2023

Inflation annuelle moyenne



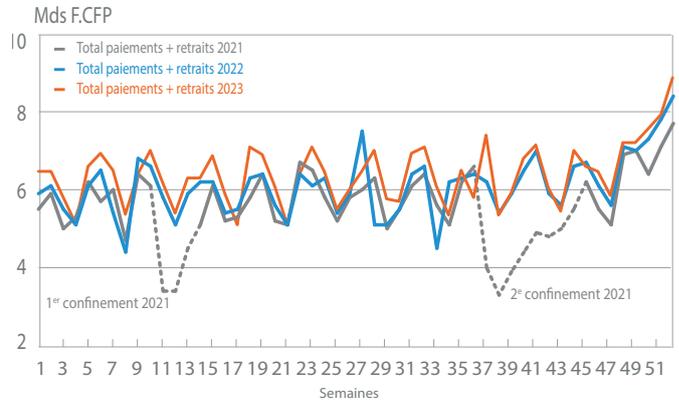
Source : Isee

La consommation des ménages s'inscrit en très net ralentissement : elle progresse seulement de 0,4 % en volume en 2023 (après +2,6 % en 2022). Il s'agit encore une fois d'un essoufflement de la dynamique de reprise observée en 2022, dans un contexte de levée des restrictions de déplacement et de reprise des achats après la crise sanitaire. Les montants des paiements par carte bancaire et des retraits de billets cumulés sur l'année sont en hausse sur l'année

(+5,3 %), mais en net ralentissement par rapport à 2022 (+9,5 %). Les anticipations des Calédoniens semblent plutôt défavorables en dépit de la bonne orientation du marché de l'emploi.

La consommation augmente mais moins qu'en 2022

Total paiement par carte et retraits / semaine (en milliards de F.CFP)



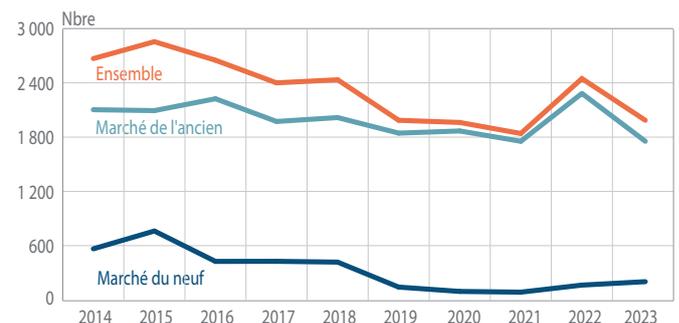
Sources : Calédonienne de Services Bancaires, IEOM
* Les pointillés correspondent aux périodes de confinement

La diminution de l'investissement s'amorce

L'investissement privé diminue dans un contexte d'incertitudes institutionnelles et de renchérissement du coût du crédit. Les taux directeurs des banques centrales ont progressé jusqu'au 3^e trimestre 2023 pour atteindre un plateau en raison de tensions inflationnistes mondiales persistantes. Le coût des crédits a donc progressé en 2023 dans le sillage des taux directeurs. Dans ce contexte, l'activité bancaire s'essouffle après le regain de dynamisme de 2022. La croissance de l'encours des crédits des établissements financiers calédoniens ralentit fortement : il progresse de 1,2 % en 2023 (contre +3,4 % en 2022). Les ventes de biens à usage d'habitation diminuent après une année 2022 particulièrement dynamique (respectivement -20 % et +33 %), mais les transactions qui concernent le neuf sont encore en hausse (+23 %). En revanche, l'investissement des entreprises marque le pas, comme en témoigne la diminution des importations de machines et matériels de transport (-28 %). Les acteurs publics maintiennent leur niveau d'investissement en dépit de difficultés budgétaires.

Légère reprise de l'investissement des ménages dans le logement neuf en 2023

Évolution du nombre de logements neufs et anciens depuis 2014



Sources : Notaires, DSF, Isee

La baisse des cours du nickel entraîne un creusement du déficit commercial malgré une évolution favorable en volume

Les exportations de biens et services progressent en volume (+8,7 %), sous l'influence des ventes de nickel (+9 %). Parallèlement, les volumes importés diminuent (-2,4 %). Les échanges extérieurs contribuent donc positivement à la croissance réelle globale.

Les effets-prix ont encore été particulièrement importants en 2023 et ils expliquent les évolutions fortement divergentes en valeur. Les exportations de biens reculent nettement en valeur pour s'établir à 234,7 milliards de F.CFP (-19,0 % par rapport à 2022). Elles sont composées à 95 % de produits de l'activité du nickel et sont pénalisées par des cours en forte baisse (le prix de la tonne de nickel perd 19 % en 2023). Les ferronickels représentent 48,9 % des exportations du secteur, devant le NHC (26,4 %, en forte hausse par rapport à 2022) et le minerai de nickel (24,7 %). Nettement plus modestes, les exportations des produits de la mer et de l'aquaculture (1,6 milliard de F.CFP, essentiellement du thon et des crevettes), s'accroissent de 1,0 % en valeur.

Les importations de biens reculent de 8,8 % en valeur pour s'établir à 352,8 milliards de F.CFP. La baisse des cours des hydrocarbures et du charbon explique le fort recul des importations de produits minéraux en valeur (-21,7 % alors que les importations sont en hausse de 33,1 % en volume). Les produits minéraux représentent désormais 29,5 % des importations en valeur (contre 14,5 % pour les produits alimentaires).

En cumul sur un an, le **taux de couverture** recule de 8,4 points pour s'établir à 66,5 %. La baisse des exportations en valeur (-55,2 milliards de F.CFP) est plus importante que celle des importations (-34,0 milliards de F.CFP), aggravant le déficit commercial (118,1 milliards de F.CFP en 2023).

Le poids du nickel dans la valeur ajoutée en net repli

Après une année 2022 marquée par la hausse des cours du nickel et une augmentation de la production sur le territoire, 2023 se caractérise par un net repli de la valorisation du nickel sur les marchés internationaux. Le cours du nickel au LME s'établit ainsi à 9,75 USD/Lb en 2023 (contre 11,80 en 2022). En revanche, la production métallurgique calédonienne continue de progresser (+12,1 % de nickel contenu, après +25,9 % en 2022). La fin du phénomène la Nina a permis d'accroître l'extraction de minerai de nickel (+14,0 % en tonnage humide) et par conséquent la production métallurgique.

Le poids du secteur dans la valeur ajoutée globale redescend à son niveau de 2021 à hauteur de 9 %. Cette perte de 5 points de contribution à la création de richesse illustre l'aggravation des difficultés rencontrées par les 3 usines métallurgiques qui émettent publiquement des réserves croissantes quant au maintien de leur activité. Celles-ci se traduiront par l'arrêt de l'usine KNS début 2024.

Cette perte de contribution du nickel se traduit par la progression de la part relative d'autres secteurs : +2 points pour l'industrie, +2 points pour les services et +1 point pour le BTP.

Le poids du nickel dans la richesse créée diminue

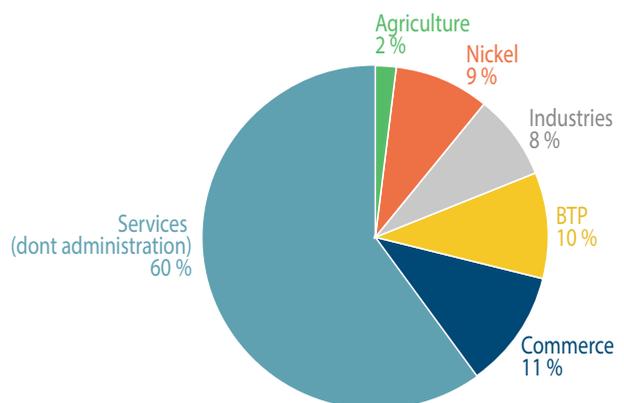
Poids du nickel dans la valeur ajoutée



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

L'industrie et les services progressent sensiblement

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée en 2023



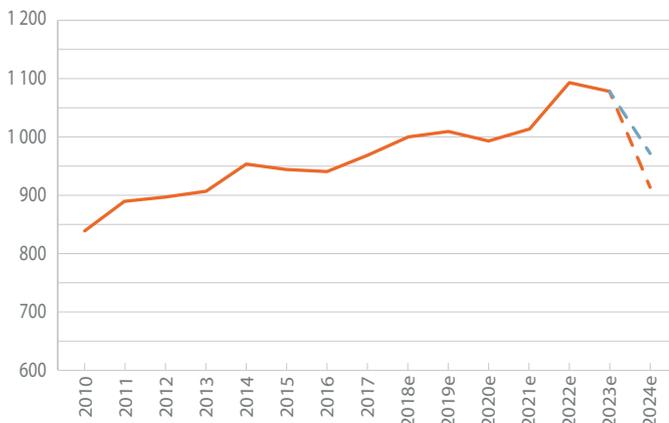
Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

L'année 2024 où le PIB est parti en fumée

Sur les premiers mois de l'année 2024, le recul de l'activité amorcé en 2023 est confirmé. Les émeutes débutées au mois de mai se traduisent par un effondrement de cette activité économique. Les différentes interventions, publiques et privées (fonds de solidarité, reports des échéances bancaires, chômage partiel, ...), ont permis d'amortir le choc, mais la récession est forte. Compte tenu des informations à leur disposition, les premiers travaux des partenaires Cerom conduisent à estimer un recul du PIB de l'ordre de 10 à 15 % en 2024, soit un niveau de PIB compris entre ceux des années 2013 et 2017. Les 3 moteurs de l'économie : la consommation, l'investissement et les échanges extérieurs sont ainsi très mal orientés.

Recul historique du PIB en 2024

Evolution du PIB depuis 2010



Sources : Isee, Comptes économiques, Cerom

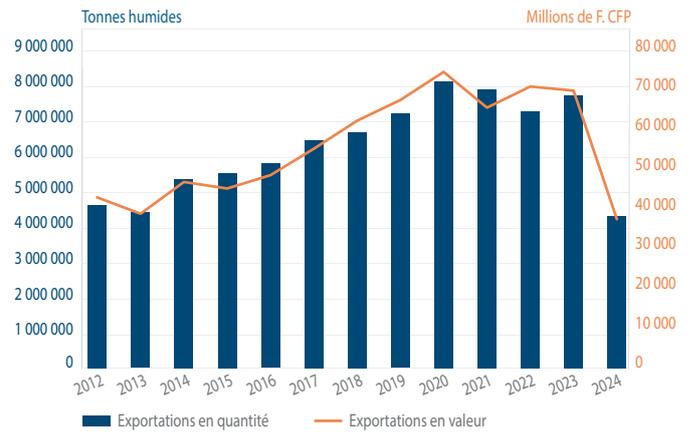
La situation préoccupante des 3 usines métallurgiques se dégrade encore au 1^{er} trimestre 2024, avec le désengagement de leurs principaux actionnaires : KNS est mise en sommeil avant de cesser son activité faute de repreneur et Eramet annonce ne plus octroyer de nouveau financement à la SLN. Ainsi, une crise majeure du secteur nickel s'ajoute à la crise structurelle des finances publiques calédoniennes.

Une troisième crise, d'une ampleur inédite, est amorcée avec le déclenchement des émeutes le 13 mai 2024. Celles-ci conduisent à la destruction de près de 500 établissements ainsi qu'à des dégradations conséquentes d'autres entreprises¹, de lieux d'habitation, de

structures publiques, etc. L'économie calédonienne est quasiment à l'arrêt pendant 2 semaines, ce qui représente déjà, hors nickel, une perte de valeur ajoutée estimée à 25 milliards de F.CFP. A cette perte s'ajoute celles des entreprises en incapacité de produire ou ayant perdu leur clientèle (autres entreprises, ménages, touristes, ...).

Les exportations du nickel chutent en 2024

Exportations de minerai entre 2012 et 2024



Exportations de métal entre 2012 et 2024



Sources : DRD-NC, Isee

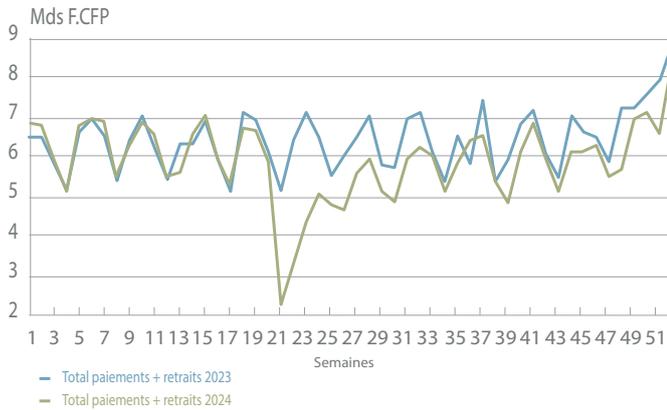
Le revenu des ménages est en forte diminution : 1 salarié du privé sur 6 a perdu son emploi entre la fin de l'année 2023 et la fin de l'année 2024. Dans le public, la diminution des effectifs est d'environ 3 %. A ces pertes d'emplois salariés s'ajoutent les difficultés des entrepreneurs individuels qui subissent des baisses de commandes et dont le nombre diminue de 1 470². Les dispositifs de chômage partiel et total ont néanmoins permis de limiter la diminution du revenu disponible.

¹Source : enquête CCI

²Solde net entre les créations et les radiations au Ridet sur l'année 2024

La consommation reprend après plusieurs mois

Total paiement par carte et retraits / semaine (en milliards de F.CFP)



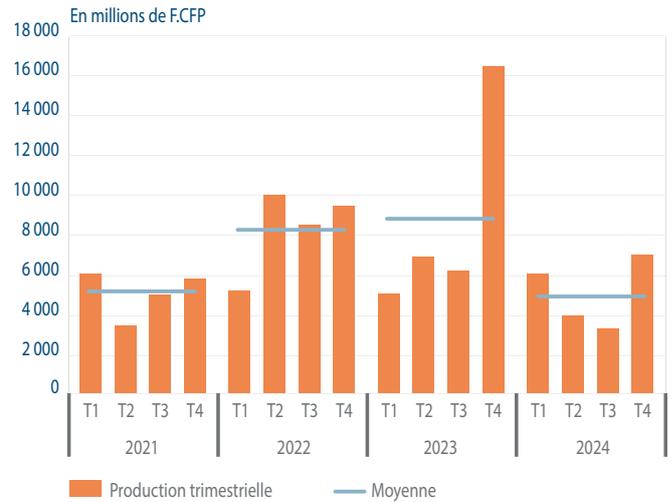
Sources : Calédonienne de Services Bancaires, IEOM

Parallèlement, les prix augmentent de 1,0 % en moyenne sur l'année, avec une hausse plus marquée pour l'alimentation (+3,3 %) qui reste un poste de consommation prédominant pour les familles à faibles revenus et une dépense difficilement compressible. Le total des paiements et retraits par cartes bancaires est en diminution de 8,1 % sur l'année et l'estimation aboutit à une **contraction de 8 à 10 % de la consommation des ménages**.

Les destructions, les tensions persistantes et les incertitudes institutionnelles dégradent fortement les anticipations des Calédoniens.

La production de crédit d'équipement s'effondre

Production de crédits d'équipement



Sources : RUBA, IEOM

L'investissement est au plus bas : les transactions immobilières diminuent de 2/3 et la production de crédit s'effondre. Ces éléments conduisent à estimer une **diminution de 20 à 25 % de l'investissement**.

La diminution de l'activité économique se traduit par une diminution de 28,0 % des importations de biens et la forte diminution des ventes de nickel avec une diminution encore plus forte des exportations (-40,5 %).

AVERTISSEMENT MÉTHODOLOGIQUE

Cerom

Les comptes économiques rapides de Nouvelle-Calédonie sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Isee, l'AFD et l'Ieom qui a pour objectif de contribuer au développement progressif de la capacité d'analyse des évolutions des économies ultramarines. Il donne lieu en Nouvelle-Calédonie à la conduite d'études macro-économiques (bilans macro-économiques, études sectorielles, simulations d'impact), à l'élaboration de comptes économiques rapides, pilotée par l'Isee, permettant une évaluation des principaux agrégats comptables (PIB, consommation, investissement...) et à la diffusion de tableaux de bord trimestriels.

Le modèle Tablo adapté à la Nouvelle Calédonie

Le modèle Tablo est un modèle de type input-output quasi-comptable qui permet de projeter le dernier TES (Tableau des Entrées-Sorties) disponible de la comptabilité nationale (2017) en fonction d'hypothèses d'évolution de l'offre, de la demande et des dernières données disponibles. Ce modèle est construit avec 23 produits et 14 branches. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Les résultats de ce modèle restent étroitement dépendants du passé, des hypothèses, et de la quantité des données définitives disponibles.

Pour calculer des premières tendances sur l'année 2024 les partenaires Cerom ont privilégié 2 approches macroéconomiques en retenant 2 séries d'hypothèses :

- relatives à l'évolution de la valeur ajoutée par branche
- relatives à l'évolution de la demande

La simulation obtenue en appliquant des hypothèses basses et hautes permettent de dégager un faisceau d'estimations.

DÉFINITIONS

- Le **produit intérieur brut (PIB)** est le principal agrégat mesurant l'activité économique. Il correspond à la somme des valeurs ajoutées (VA) brutes nouvellement créées par les unités productrices résidentes une année donnée, évaluées au prix du marché et augmentée des impôts moins les subventions sur les produits. L'indicateur de climat des affaires (ICA) est mesuré trimestriellement par l'IEOM à partir des résultats de l'enquête de conjoncture auprès des chefs d'entreprise.
- La **consommation des ménages** inclut tous les biens et services acquis par les ménages résidents. Si on y ajoute la consommation des administrations publiques, on obtient la consommation finale.
- L'**inflation** permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des biens ou services consommés par les ménages. Les 23 000 relevés de prix mensuels déterminent l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Pour les comptes rapides, l'évolution de l'IPC en moyenne annuelle est utilisée.
- L'**investissement** est mesuré en comptabilité nationale par la **formation brute de capital fixe (FBCF)**, qui est la différence entre les acquisitions et les cessions d'actifs corporels (machines, etc.) ou incorporels (logiciels, etc.), réalisées par les producteurs résidents et utilisées de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an. Le taux d'investissement est le rapport entre l'investissement et la valeur ajoutée totale. Pour les comparaisons internationales, ce ratio est souvent limité à l'investissement des entreprises.
- Le **taux de couverture** du commerce extérieur est le rapport entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de produits (dans cette publication, uniquement les biens).

ÉTUDES THÉMATIQUES

Comptes économiques rapides de la Nouvelle-Calédonie en 2022 : Un net rebond en sortie de crise sanitaire sur fond de hausse inédite des prix (Octobre 2023)
 La crise sanitaire s'installe en 2021, avec des effets dont la nature change (août 2021)
 La crise sanitaire de la Covid 19 contamine l'économie calédonienne en 2020 et surtout au-delà (novembre 2020)
 Une crise inédite, avec un impact immédiat conséquent et des effets induits à venir incertains (avril 2020)

EN SAVOIR PLUS

- www.isee.nc** : Crise mai 2024 – suivi mensuel des principaux indicateurs économiques
 Synthèse transactions immobilières 2023 - Immobilier calédonien : ralentissement en 2023 et début 2024 en net repli (septembre 2024)
 Synthèse annuelle emploi salarié 2023 (juillet 2024)
- www.ieom.fr** : Rapport annuel économique 2023 de la Nouvelle-Calédonie
 Synthèse annuelle : L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2024
 Tendances conjoncturelles trimestrielles (4^e trimestre 2024)
- www.afd.fr** : Observatoire des communes de Nouvelle-Calédonie 2024 : les communes calédoniennes face à la crise née des émeutes de mai 2024 (décembre 2024)

LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE EN 2023

Édition Mai 2025 - ISSN : 0758-0029

Directrice de la publication : Elise DESMAZURES (Isee)

Conception graphique : Rozenn BOUVRON (R Production)

www.ieom.fr/nouvelle-caledonie - www.afd.fr/fr/page-region-pays/nouvelle-caledonie - www.cerom-outremer.fr/cerom - www.isee.nc

